

RETRAITÉ·ES, CONTINUITÉ DE LA VIE SYNDICALE

CONFÉRENCE NATIONALE UFR FERC CGT 14 AU 17 NOVEMBRE 2022

LA CONFÉRENCE DE L'UNION FÉDÉRALE DES RETRAITÉ·ES S'EST TENUE SUR TROIS JOURS À MONTREUIL.

>> 15 novembre, en présence de Daniel Jorge pour le Bureau fédéral de la Ferc

Ouverture de la Conférence Nationale (Sylvette Chevalier).

- Adoption du règlement intérieur de la conférence et du déroulement des travaux.
- Élection du bureau de la Conférence et des 3 commissions de la Conférence : mandats ; candidatures ; orientation.
- Hommage aux camarades de la CE disparu·es : Catherine Lefebvre, Alain Barbier, Alain Lemarchand. Discours d'ouverture (Philippe Bouyries).

DISCUSSION GÉNÉRALE

Sur la guerre en Ukraine et ses conséquences : augmentation des budgets d'armement et baisse des budgets santé en particulier. Toutes les populations sont victimes de la guerre. Paix immédiate. Guerre sociale menée par Macron. Inflation. Les retraité·es appauvri·es, les pensions de retraite décrochées des salaires et du coût de la vie.

>> 16 novembre, en présence d'Alain Laporte pour l'UCR

Rapport de la commission des mandats / 29 délégué·es, 19 délibératif·ves, 10 consultatif·ves dont 14 femmes et 15 hommes.

POURSUITE DU DÉBAT GÉNÉRAL

Les services publics attaqués, en particulier les hôpitaux. Le filtrage des malades faute de place. La contre-réforme des lycées professionnels au profit de l'apprentissage sous la coupe du patronat.

Alain Laporte note que notre UFR gagne des adhérent·es et que la moyenne des cotisations y est la plus élevée de l'UCR. Il trouve nos



débats enrichissants. Il pointe le lien salaire-pension de retraite acté par la cotisation.

DÉBAT « REVENDICATIONS ET ENVIRONNEMENT » introduit par Danielle Muller et Jean Mennecier.

Discussion sur l'accès aux transports publics, gratuité, qui paie ?

La CGT devrait publier à nouveau son indice des prix. Militarisé de la jeunesse, SNU.

Sur l'énergie : avis divergents sur le nucléaire, sur « Plus jamais ça ».

VOTE : le rapport d'activité de la CE sortante est approuvé par les délégué·es délibératif·ves : 16 pour, 0 contre et 2 abstentions.

Pendant la discussion, un moment d'émotion : une liaison téléphonique est établie avec Alice Bernet, heureuse de pouvoir échanger quelques mots avec les camarades et qui souhaite plein succès à la conférence. « Merci Alice pour le travail accompli et bonne santé à toi ! »

ORIENTATION

La commission amendements s'est réunie pour examiner les amendements reçus, très peu, et présente ses préconisations qui sont adoptées.

DISCUSSION

Économie de guerre versus revendications.

Quelles revendications particulières à nos secteurs après le passage à la retraite ?

VOTE : le document d'orientation est approuvé par les délégué·es délibératif·ves : 18 pour, 0 contre et 1

abstention.

ÉLECTION DE LA CE

Rapport de la commission des candidatures : 24 candidatures.

Sur 24, 12 nouvelles. Toutes retenues.

La nouvelle CE est élue à l'unanimité : 11 femmes et 13 hommes.

11 Educ, 7 FercSup, 4 SNTRS, 2 INRAE, 1 AFPA.

Michèle Douville nous informe de la réalisation d'une plaque à poser sur la tombe d'Alain Barbier (financée par la Ferc).

Soirée fraternelle, apéro et repas organisés par Michèle Douville, que l'assemblée remercie chaleureusement.

>> 17 novembre, en présence de Chantal Pichot pour le Bureau fédéral de la Ferc

La CE se réunit, discute de l'organisation, de la composition du bureau et du secrétariat.

Le bureau de 8 membres est élu ainsi que le secrétaire général, Michel Manauta et deux secrétaires généraux-les adjoint·es Mitra Kafai et Jean-Pierre Fitoussi.

Une lettre aux sénateur·trices leur demandant de voter pour le projet de loi portant réhabilitation collective des fusillé·es pour l'exemple de la Première guerre mondiale est adoptée à l'unanimité.

Allocution de clôture pas Mitra Kafai.

RETRAITÉ·ES, CONTINUITÉ DE LA VIE SYNDICALE

CONFÉRENCE NATIONALE UFR FERC CGT 14 AU 17 NOVEMBRE 2022

Document « orientation-revendication » - Adopté

Septembre 2019 nous analysons dans notre précédent document d'orientation les conséquences de la crise mondiale du capitalisme : guerres commerciales et de pillage des ressources, famine et malnutrition pour près d'un milliard et demi d'êtres humains. Une production entièrement soumise au profit avec un saccage sans précédent de l'environnement. Une privatisation ou destruction des services publics hôpitaux et transports. Une liquidation des acquis sociaux, code du travail, conventions collectives, statut des fonctionnaires, CDI, ouvrant sur une ubérisation généralisée. Une Sécurité étatisée et réduite à une couverture minimum financée principalement par l'impôt, ouvrant la voie aux assurances privées et aux fonds de pension et la fin des régimes de retraite. Oui mais autant de plans qui provoquent combats et résistance.

Rien à redire à cette analyse...

Et depuis deux mois la guerre a éclaté, déclenchée par Poutine dont les troupes ont envahi l'Ukraine. Bombes, destructions, milliers de mort-es !

Voir la déclaration de notre CE en substance : *Arrêt immédiat de la guerre. Notre solidarité au peuple ukrainien victime des dévastations. Solidarité au peuple russe qui manifeste bravant la répression. Condamnation ferme de cet acte de guerre décidé par Poutine. L'OTAN, l'Union européenne et les USA portent une lourde responsabilité dans l'escalade guerrière. 4 millions d'Ukrainien-nes sur les routes de l'exil, mais nous n'oublions pas ces centaines de milliers de réfugié-es du Moyen-Orient, d'Afrique fuyant les guerres ... Nous exigeons du gouvernement l'accueil de tou-t-es les réfugié-es sans considération de leur origine, couleur de peau ou religion !*



Depuis ces 3 ans, la résistance n'a pas cessé. Mouvement des Gilets jaunes contre les hausses des carburants, celui syndical contre notamment la réforme des retraites. Mais avec une répression sauvage dictée par Castaner puis Darmanin. Éborgnements, mains arrachées, gazage et passage systématique des manifestations. Le cortège CGT en tête le 1^{er} mai 2019 sauvagement agressé...

**NON À LA RÉPRESSION !
RESPECT DES LIBERTÉS
DÉMOCRATIQUES !**

Rappelons cette grande pandémie du Covid qui nous a envahi-es pendant deux ans et endeillé des milliers de familles.

Mais mettant à nu l'impéritie du gouvernement, sa gestion catastrophique en matière de masques et de protections, une recherche scientifique asséchée financièrement depuis des années ...

Des salarié-es entassé-es quotidiennement dans les transports,

un service hospitalier national démantelé par des décennies de restrictions budgétaires entraînant fermeture massive de lits (plus de 100 000 dans les 3 derniers quinquennats), des services d'urgence, de réanimation et manque des respirateurs... Un personnel soignant en sous-effectif criant, aux conséquences dramatiques sur les vieilles gens des EPHAD, confinées, limitation des visites et interdiction d'être soigné-es à l'hôpital.

Sous couvert de la gravité de cette pandémie, état d'urgence, couvre-feu national, confinement généralisé se sont succédés réunions, rassemblements et manifestations interdit-es. Lois et décrets promulgués : fichage des syndicalistes et cette loi du 24 août 2021 dite « Contre les séparatismes » qui stigmatise honteusement une partie de la population... Toutes choses qui « " ont subverti " en profondeur l'Etat de droit ».

Enfin, notre réflexion devra intégrer la crise environnementale en termes de revendications.

.../...

RETRAITÉ·ES, CONTINUITÉ DE LA VIE SYNDICALE

CONFÉRENCE NATIONALE UFR FERC CGT 14 AU 17 NOVEMBRE 2022

Document « orientation-revendication » - Adopté



.../...

Et pourtant, dans ce contexte difficile, travailleur·ses, jeunes, retraité·es ont résisté, ont manifesté leurs revendications.

Le gouvernement de Macron ne renonce pas à sa « réforme » des retraites, malgré les mobilisations ouvrières et syndicales, malgré la crise ouverte suite aux élections législatives. Il ne renonce pas à reculer l'âge légal à 65 ans, à liquider les régimes spéciaux, à baisser le taux de remplacement.

Les dépenses incompressibles (énergie, alimentation, loyers) qui étranglent les petites pensions s'envolaient déjà avant la guerre en Ukraine.

Tandis que les budgets militaires sur toute l'Europe passent à 2 % du PIB sur injonction de Biden, salaires, pensions, sont bloqué·es. Jusqu'au RSA conditionné à 15 ou 20 heures de travail hebdomadaire gratuit.

La réforme des retraites revient : Macron annonce 65 ans pour l'âge de départ, la suppression de tous les régimes particuliers. Et leur projet « grande Sécu », s'inscrivait dans une volonté de fiscalisation généralisée de notre Sécurité sociale.

De plus la 5^e branche annoncée par Macron, extérieure à la Sécu et financée par les retraité·es elles et eux-mêmes les isole des salarié·es actif·ves. Les retraité·es sont partie intégrante de la société, y jouent un rôle évident, refusent d'en être marginalisé·es, traité·es à part. Non à la 5^e branche, abrogation de la CNSA !

En outre nous exigeons que toute démarche administrative soit possible à tous ceux et toutes celles qui n'ont pas d'accès à Internet. Que des alternatives au tout numérique soient une obligation pour tous les services. **Défense et reconquête de tous les services publics avec leurs implantations locales sur l'ensemble du territoire.**

Notre UFR n'acceptera pas qu'au nom d'augmentation des budgets militaires, nous abandonnions nos revendications

1°) Non à la paupérisation.

Blocage des prix. Hausse des salaires et des pensions compensant l'inflation.

Déblocage du point d'indice des fonctionnaires. SMIC à 2000 € brut et échelle mobile des salaires.

Indexation des pensions de retraite sur les salaires.

Revalorisation des pensions et retraites. Rattrapage de la baisse de 20 % subie ces 20 dernières années.

Maintien des retraites par répartition. Départ à 60 ans. Maintien des 42 régimes particuliers, et notamment du code des pensions, de l'IRCANTEC, de la CNRACL.

2°) Non à la fiscalisation de la Sécu.

Non au RDS qui financiarise la « dette » de la Sécu par des emprunts ruineux aux banques, non à la CSG, impôt en augmentation permanente qui saigne en particulier les retraité·es.

Pour le 100 % Sécurité sociale fondé exclusivement sur les cotisations (salariales et dites « patronales »).

Encore une fois, l'argent de la Sécu,

de l'AGIRC-ARRCO, de la CNRACL, de l'IRCANTEC appartient aux salarié·es pas à l'État, il est à nous !



Arrêt des exonérations patronales.

3°) Reconstruction d'un réseau de médecin·es de ville et d'hôpitaux publics accessibles à tou·tes munis de tous les services et personnels et répondant à la demande sanitaire de la population.

Plus précisément pour les personnes âgées, nous reprenons à notre compte les revendications de l'UCR : mise en place d'un grand service public d'accueil des personnes en perte d'autonomie.

Prise en charge financière de l'autonomie par la branche maladie de la Sécurité sociale.

Création d'EHPAD et de RPA (résidences pour personnes âgées) en nombre.

Création de 200 000 emplois dans les EHPAD et 100 000 dans le secteur de l'aide à l'autonomie, pour garantir toute qualité d'hébergement, de soins.

Aucun EHPAD régi selon la loi du profit.

4°) Respect des libertés démocratiques, abandon des lois liberticides et autres états d'urgence.

Droit imprescriptible de manifestation, de réunion.

Interdiction des passages-gazages et des LBD.

RETRAITÉ·ES, CONTINUITÉ DE LA VIE SYNDICALE

CONFÉRENCE NATIONALE UFR FERC CGT 14 AU 17 NOVEMBRE 2022

Les instances de l'UFR

NOUVELLE CE (24 MEMBRES)

Bariaud Alain - CGT Éduc
Bégué Marc - Ferc Sup
Bourrasseau Annick - AFPA
Bouteau Christian - CGT Éduc
Bouyries Philippe - SNTRS
Chevalier Sylvette - Ferc Sup
Di Giovanni Nelly - CGT Éduc
Duverne Danielle - FercSup
Emeyriat Janine - CGT Éduc
Fitoussi Jean Pierre - SNTRS
Kafaï Mitra - Ferc Sup
Manauta Michel - CGT Éduc
Mennecier Jean - Ferc Sup
Milaguet Jacky - CGT Éduc
Pierre Michel - SNTRS
Pomerance Martine - SNTRS
Salazar-Martin Jacqueline - CGT Éduc
Salm Martine - FercSup
Sarlandie Bernard - CGT Éduc
Serbit Patrick - CGT Éduc
Shao Esmeralda - INRAE
Wajs Luc - FercSup
Weingaertner Denise - CGT Éduc
Widiez Jean-Luc - INRAE

BUREAU (8 MEMBRES)

Bourrasseau Annick
Bouyries Philippe
Fitoussi Jean Pierre
Kafaï Mitra
Manauta Michel
Mennecier Jean
Serbit Patrick
Wajs Luc

SECRÉTARIAT (3 MEMBRES)

Secrétaire général Michel Manauta
Secrétaire générale adjointe Mitra Kafaï
Secrétaire général adjoint Jean-Pierre Fitoussi



GROUPES DE TRAVAIL DE L'UFR

Les groupes de travail sont ouverts à tout·es adhérent·es, membre ou non de la CE. Ils se réunissent en principe la veille des CE, à 14 h à Montreuil. Le groupe « revendication » s'est réuni régulièrement et continuera. La CE décidera du sort du groupe « communication » qui n'a pas réellement fonctionné et de la mise en place d'autres groupes éventuellement.

53^{ÈME} CONGRÈS CONFÉDÉRAL

Il y aura trois délégué·es retraité·es de la FERC, désigné·es par leur syndicat : Arlette Jean (CGT Éduc 38) et Bernard Sarlandie (CGT Éduc 33) de la CE, ainsi que Gérard Birebent (SNTRS 91).

